

On s'abstint, la plupart du temps, de toute expression d'opinion durant la crise. Les commentateurs firent preuve d'un étrange détachement en traitant la question tchéque. Ils ne discutèrent pas l'opportunité pour le commonwealth, en ce cas particulier, de proposer une action collective en faveur des Tchèques.

Les chefs de partis, apparemment, discutèrent peu la situation. On rapporte que M. Savage aurait déclaré, le 15 septembre: "Nous devons être partout aux côtés de la Grande-Bretagne." Quinze jours plus tard, le gouvernement envoyait une note au gouvernement britannique appuyant fortement M. Chamberlain dans "ses efforts déterminés et soutenus pour assurer la paix en Europe et dans le monde, efforts qu'il espère sincèrement voir couronner de succès".

Il reste à examiner le cas de l'Australie. Le parlement du commonwealth siégeait en septembre. M. Brennan, ancien ministre du Travail, rappelant l'attitude du gouvernement, au début d'octobre, demanda:

Quelle fut l'attitude du gouvernement durant cette époque critique? Sa politique extérieure, s'il en avait une, et j'en doute, ne fut jamais exposée. D'autres dominions et la Grande-Bretagne elle-même, à titre de nation-sœur, exposèrent librement leurs idées par la bouche de leurs chefs. Les hommes publics de tous les pays exprimèrent leur avis, sauf ici, en Australie. Le gouvernement australien, devant ce qui lui paraissait être une situation grave, ne savait dire que chut, chut!

Selon toute apparence, les critiques formulées par les adversaires des gouvernements ne différaient pas dans le monde entier.

Prenant la parole en Chambre le 28 septembre, le premier ministre, M. Lyons, déclara que l'œuvre accomplie par le gouvernement de Grande-Bretagne, avec l'appui du gouvernement australien, avait été de tout tenter pour maintenir la paix dans le monde. Chacune des nations britanniques avait fait de son mieux pour maintenir la paix. On espérait encore pouvoir assurer la paix.

Une semaine plus tard, un long débat sur la situation eut lieu à la Chambre des représentants. Touchant la politique générale, on exprima différents points de vue. Le leader de l'opposition, M. Curtin, déclara:

Le parti ouvrier en Australie est opposé, en principe et en pratique, à ce que l'on recrute les Australiens pour les envoyer comme soldats sur les champs de bataille de l'Europe... Nous croyons que le meilleur service que l'Australie puisse rendre à l'Empire britannique est de s'occuper de ses propres affaires, d'assurer l'administration efficace de l'Australie, afin que nous ayons la population nécessaire et soyons en état de compter sur nous-mêmes en cas d'urgence.

Parlant au nom du gouvernement, M. Menzies a insisté sur l'opportunité d'une politique étrangère commune et sur la difficulté d'une politique d'isolement.

Je suis d'opinion que tant que l'Empire britannique sera constitué tel qu'il l'est au-

[Le très hon. Mackenzie King.]

jourd'hui, l'Australie ne pourra rester neutre dans une guerre britannique. Certains ne sont pas de cet avis; cependant c'est ma conviction, et je n'hésite pas à l'exprimer. Mais dans quelle mesure l'Australie peut-elle participer à une guerre, quels moyens prendrait-elle à cette fin, et les soldats australiens se battraient-ils sur le sol de leur propre pays ou sur un sol étranger, voilà des problèmes à résoudre par l'Australie, ou, dirai-je, par l'ennemi. Parfois, l'ennemi pourrait trancher la question pour nous sans plus de cérémonies. S'il ne le faisait pas, ce pays, dans l'exercice de ses pouvoirs incontestables de gouvernement autonome, pourrait déterminer l'étendue de sa propre participation dans ces affaires et les autres questions subordonnées que j'ai mentionnées.

Quant à la question spécifique soulevée par l'opposition, savoir si le gouvernement avait promis que l'Australie prendrait part à la guerre, dans le cas d'un conflit en Europe, s'il avait offert d'envoyer des troupes en Tchécoslovaquie, ou de mettre les ressources de l'Australie à la disposition du gouvernement britannique, M. Menzies a répondu d'une manière très précise:

Prenons le cas actuel. Cette question tchécoslovaque demandait, à mon humble avis, non pas de l'intransigeance de la part du gouvernement britannique ou du gouvernement du commonwealth, ou de l'emportement ou des préjugés, mais beaucoup de perspicacité. Elle exigeait un réel désir de la paix de la part du premier ministre britannique qui intervenait, et le consentement d'examiner de nouveau toute situation afin d'obtenir la paix, et une paix honorable. J'ai la plus grande admiration pour la manière dont le premier ministre d'Angleterre a abordé l'affaire, dans ce cas-ci. Par conséquent, ce n'était pas l'une des occasions dans lesquelles aucun premier ministre britannique était disposé à dire au gouvernement australien—ni, de fait, l'a-t-il dit: "Contentez-vous à A, B, C, D et E?"

Le leader de l'opposition a compris que nous ne pouvons commencer à nier tout ce que publient les journaux, ou à faire des déclarations avec des réserves à ce sujet. Nous connaissons tous la manière dont la presse se plaît à sonder l'opinion, mais nous étions trop occupés pour nous en inquiéter indûment. Le fait est tout simplement que jamais, depuis le début jusqu'à la fin de ces discussions, le gouvernement britannique ne nous a demandé si nous enverrions des troupes en dehors de l'Australie. Pas une seule fois il ne nous a posé la moindre question au sujet de troupes. Durant toutes ces discussions, du commencement à la fin, le gouvernement australien n'a jamais pris d'engagement relativement à ces questions.

On a soulevé des questions d'une nature hypothétique quant à ce qui arriverait advenant la guerre. J'exhorte instamment les honorables membres à s'abstenir de poser des questions hypothétiques ou d'y répondre. Voilà un bon conseil touchant les questions qui concernent les relations de ce pays avec les autres Etats, de même que les questions qui ont trait à l'attitude de ce pays dans le domaine international. Suivant moi, c'est commettre la sottise la plus grossière que de poser des questions hypothétiques ou de faire des assertions hypothétiques à cet égard... Je le répète, nous n'avons pas pris le moindre engagement touchant la situation européenne, au cours des derniers dix jours.